

PERSPECTIVES MOC

Bimestriel du MOC Luxembourg

août - septembre 2017



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

11/698
Numéro d'agrégation P501162
Numéro de Dépôt Arlon 1

ÉDITO Perspectives MOC fête son 100^{ème} numéro !

NUMÉRO 100

Déjà 100 numéros ! Que le temps passe vite ! Le premier exemplaire de la revue bimestrielle Perspectives MOC est paru le 1er février 2001. Mais au fond, pourquoi une telle revue ?

Le MOC est une structure de coordination des principales organisations ouvrières chrétiennes : CSC, Mutualité chrétienne, Vie Féminine, Equipes Populaires, JOC. Cette revue concourt à notre mission de coordination. Elle permet un échange croisé d'informations concernant la vie des organisations, elle contribue à une meilleure visibilité du Mouvement et à une promotion de ses idées, elle sert aussi à informer dans une logique d'éducation permanente.

Ainsi, depuis 16 ans, sur le fond, la structure de la revue a finalement peu changé. Vous pouvez retrouver différentes rubriques. « *En Bref dans nos organisations* » est l'occasion d'informer sur un événement important d'une organisation ou service du MOC : une offre d'emploi, une journée d'étude, un anniversaire, une publication, etc. « *Faisons connaissances avec* » permet, comme son nom l'indique, de s'intéresser à une personne-clé du Mouvement, qu'elle soit cadre, militante, ou venant d'une association partenaire. Le « *dossier* » thématique permet d'informer sur un sujet. Il peut être réalisé par l'équipe comme celui sur l'accueil des migrants en province de Luxembourg ou sur la lutte contre la pauvreté et la précarité. Le dossier peut être également issu d'une position politique prise par les instances du MOC Luxembourg comme celui sur le développement territorial en lien avec une utilisation parcimonieuse du sol ou celui sur les soins de santé. Il peut enfin être un compte-rendu clôturant un cycle de conférences grand public - « *Djihadisme, des clés pour comprendre* ». Enfin l'« *Agenda* », qui depuis quelques années est sous forme de feuille extérieure encartée, témoigne du nombre grandissant de soirées-débats ouvertes au grand public organisées par

les animateurs et animatrices du CIEP, le service d'éducation permanente du MOC.

En 2016, lors d'un travail d'équipe de plusieurs mois, nous avons opéré un changement dans la forme, dans un souci de donner plus de fluidité, de légèreté et de style à la mise en page.

La revue, tirée à près de 700 exemplaires papier, est adressée aux cadres, permanents, animateurs des organisations, mais également aux militants et sympathisants des organisations et du Mouvement investis dans les instances, les groupes de travail, les formations (Fopes, Socrate), les cycles de conférences, etc. Enfin, elle est aussi adressée au monde socio-économique, associatif, culturel, des médias ainsi qu'au monde politique de notre province.

Depuis quelques années, elle est également envoyée par email à environ 2000 personnes accompagnée de l'agenda des activités. Enfin, elle peut être consultée sur le site du MOC : www.mocluxembourg.be

En 16 ans d'existence, notre revue porte toujours bien son nom. Notre volonté : tenter de donner à voir autre chose que l'immédiat et prendre de la hauteur pour s'interroger et décortiquer le monde dans lequel nous vivons. C'est montrer que d'autres « perspectives », des alternatives pour un monde plus juste, plus solidaire, et plus respectueux de la Terre existent.

Je profite de ce numéro pour remercier toutes les personnes qui contribuent à réaliser cette revue avec enthousiasme et engagement. Rendez-vous au 200ème numéro !

Jean-Nicolas Burnotte

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Sophie Magnette

P. 6-7

Dossier :

Onze thèses pour sortir du mur

P. 8

Petit exercice de science-fiction

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

LE BABY-SERVICE FÊTE SES 40 ANS !

L'asbl Baby-Service du Luxembourg, service d'accueillantes conventionnées, fête cette année ses 40 ans d'existence. Ce service, présent dans 21 communes de la Province, a accueilli depuis 1977 près de 10 000 enfants chez 500 accueillantes ! À l'occasion de cet anniversaire, Baby-Service souhaite fêter toutes ces professionnelles qui ont ouvert et ouvrent encore leurs maisons pour accompagner les jeunes enfants dans leurs premiers apprentissages.



Deux moments festifs et gratuits à noter dans vos agendas !

Le dimanche 1er octobre de 14h à 18h00

Une après-midi festive pour les accueillantes, anciennes et actuelles, les parents, les enfants, les amis...

Au programme : grimages, spectacle de marionnettes et de clown, ateliers cuisine et nature, balades contées, animation musicale... Bar et petite restauration.

**Au Fourneau Saint-Michel
à Saint-Hubert**

Le vendredi 6 octobre à 20h00

Une conférence de **Nathalie Van Crayenest**, coach parental : « Construisons la confiance en soi dès le plus jeune âge ».

Elle abordera divers thèmes tels que la sécurité affective, le respect du rythme de l'enfant, l'accompagnement individualisé dans chaque apprentissage... Sylvie Honoré, présentatrice de l'émission « La vie du bon côté » sur Vivacité animera les échanges et le débat.

**Au Centre culturel
avenue de Houffalize, 56D
à Libramont**

Infos
☎ 063/21 81 65
☎ 061/22 22 38

UN NOUVEAU CYCLE « SOCRATE » À ARLON

Envie de mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons ?

- Crises financières, pays endettés, au bord de la faillite... Comment en est-on arrivé là ? Quels sont les changements à mener ?
- Institutions politiques belges, européennes, internationales... Quels sont leurs rapports de force ?
- Démocratie en crise, perte de sens dans le système politique... Faut-il repenser notre façon de faire de la politique ?
- Réchauffement climatique, épuisement des ressources, décroissance, transition écologique... Comment changer notre rapport à la nature ?
- Culture d'entreprise, ubérisation, nouvelles technologies... Comment repenser notre rapport au travail ?
- Initiatives citoyennes, simplicité volontaire, nouvelles pédagogies... Quelles sont les initiatives porteuses de changements ?



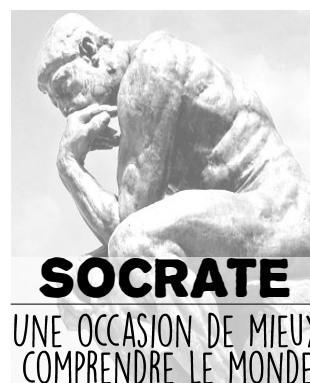
Le CIEP Luxembourg, accompagné d'une équipe de formateurs motivés, habitués à réfléchir et à échanger avec des adultes, propose un cycle de réflexion « Socrate ». Tous les **mercredis** (hors congés scolaires) **à partir d'octobre**, de **18h30 à 21h30**, venez prendre du recul, questionner nos conceptions du monde et de la vie en société, dans une ambiance conviviale et participative. Une occasion d'enrichir son bagage personnel et de repenser la société actuelle.

La démarche : des éclairages économiques, géo-historiques, philosophiques, sociologiques, construits à partir de supports vidéo, d'articles, de témoignages,...

Cette formation est gratuite et accessible à tous. Elle ne nécessite aucun prérequis.

**Dans les locaux de la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
à Arlon**

Infos et inscriptions
Camille Hubert
✉ c.hubert@mocluxembourg.be
☎ 063/ 21 87 33



CYCLE DE CONFÉRENCES SUR LES MÉDIAS À LIBRAMONT

MÉDIAS

UN CONTRE-POUVOIR EN FAILLITE ?



La théorie du complot touche jusqu'aux médias eux-mêmes. Dans l'esprit du grand public, l'idée est largement répandue que les politiques et les grands propriétaires des médias exercent directement des pressions sur les rédactions et sur les journalistes afin qu'ils traitent les sujets qui leur conviennent. Ce complot aurait pour but de nous délivrer une information allant dans le sens des pouvoirs et donc sujette à caution. Selon le Vif, en 2016, 35 % des Belges considèrent que les médias de leur pays ne diffusent pas une information « digne de confiance ». Le public se détourne de plus en plus des médias traditionnels en faveur des réseaux sociaux, devenus médias d'information et vecteurs de désinformation.

La liberté de la presse ne cesse d'être remise en question au sein même de nos démocraties. Cette fragilisation des médias est le résultat de phénomènes plus insidieux qu'un simple coup de fil d'un homme politique ou d'un actionnaire à un rédacteur en chef.

Le cycle de 4 soirées « Médias, un contre-pouvoir en faillite ? » est organisé conjointement par le CRILUX et le CIEP Luxembourg. Il permettra à tout un chacun de comprendre comment on en est arrivé à une telle méfiance vis-à-vis des médias et quels sont les liens qui unissent ceux-ci au monde politique et économique. Et les réseaux sociaux, quels enjeux présentent-ils ? Dans le contexte actuel, comment les médias peuvent-ils encore jouer un rôle de contre-pouvoir ?



21 JEUDI
SEPT
19 H 30

Médias, politique et argent : les raisons d'une connivence

Alexandre Penasse, journaliste au journal Kairos

Cette première soirée permettra de débusquer les phénomènes qui empêchent les médias de jouer leurs missions d'investigation, de compréhension des faits de société, d'équilibrage des autres pouvoirs, bref, d'être un véritable contre-pouvoir.



19 JEUDI
OCT
19 H 30

Enjeux des réseaux sociaux, nouveaux médias d'info

Olivier Servais, professeur d'anthropologie du numérique à l'UCL

Les réseaux sociaux constituent la première source d'information pour plus de 40% des jeunes en France. Les réseaux sociaux permettent-ils de mieux informer l'opinion publique ? Donnent-ils naissance à un espace démocratique plus ouvert ?



16 JEUDI
NOV
19 H 30

Et l'info dans tout ça ? « La crise des migrants »

Renato Pinto, coordinateur régional de l'asbl « Vivre Ensemble »

Avec la « crise des migrants », les médias ont dû gérer un flux d'informations sans précédents. Comment s'y sont-ils pris ? Avec quels résultats pour l'opinion publique ? Comment prendre le contre-pied de l'information dominante ?



14 JEUDI
DÉC
19 H 30

Publiffin, Kazakhgate... Le pouvoir du journalisme d'investigation

Olivier Bailly, journaliste indépendant

Tant d'affaires pour lesquelles la presse a rempli son devoir d'enquête et son rôle de contre-pouvoir. Pourquoi ce regain d'intérêt pour le journalisme d'investigation ? Quelles sont les limites de l'exercice ? Quels en sont les bénéfices pour la société belge ?

Dans les locaux de la CSC
Avenue Herbofin, 32 A1
à 6800 Libramont

Entrée gratuite

Infos et inscriptions
Yasmine Pelzer (CRILUX)
✉ y.pelzer@crilux.be
☎ 0491/ 61 15 34

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

SOPHIE MAGNETTE

QUEL A ÉTÉ VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL JUSQU'À AUJOURD'HUI ?

Je suis originaire de Barnich. J'ai suivi des études d'institutrice maternelle et de psychomotricienne à Namur. Ensuite, j'ai travaillé dans une école namuroise comme psychomotricienne pendant 18 mois. N'ayant pas de garantie d'emploi, j'ai pris la décision de retourner vivre chez mes parents. En avril 1996, j'ai été engagée à l'École buissonnière à Weyler. Nous étions deux éducatrices à $\frac{3}{4}$ temps. Nous travaillions dans une salle de bal. Tous les vendredis, nous devions ranger notre matériel dans de grosses malles de fer vertes.

Celles-ci étaient entreposées dans un garage avec un sol de terre. Lors de grosses pluies, nous les retrouvions remplies de terre. Nous étions des éducatrices scouts ! Ma collègue a quitté cet emploi car les conditions de travail étaient trop dures pour elle. Je ne désirais pas continuer seule ou avec une autre personne. En mai 1997, je suis partie à Liège pour rejoindre mon compagnon.

À mon retour dans la région durant l'année 2000, j'ai repris contact avec Thérèse Maquet pour avoir quelques renseignements, car mon intention était alors de m'installer comme accueillante à domicile. Elle m'a proposé un poste de remplacement d'éducatrice à mi-temps. Avec la coordinatrice de l'équipe, nous étions sur la même longueur d'onde à propos du travail avec les enfants. Le contact était très fluide. En 2001, la coordinatrice a décidé d'arrêter de travailler. On m'a proposé de la remplacer. Mon parcours professionnel est donc fortement lié à l'histoire de l'École buissonnière.

Au bout de quelques années, j'ai modernisé l'équipe. Il fallait ramener du sang neuf, de nouvelles idées pédagogiques. Actuellement, l'équipe est mixte. Depuis 2015-2017, nous recevons les subsides de l'ONE. Nous sommes en « test blanc » : l'ONE vérifie si notre milieu d'accueil fonctionne bien, si nous respectons bien le Décret « Accueil Temps Libre » (ATL) et si nous pouvons continuer à recevoir les subsides. Il ne devrait pas y avoir de problème.

POUVEZ-VOUS NOUS RACONTER L'HISTOIRE DE L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE ?

Thérèse Maquet est à l'origine de ce projet. Elle est originaire de Weyler et s'est rendu compte que beaucoup d'enfants quittaient



Directrice de l'asbl
« Initiatives Enfance -
École buissonnière »

le village au cours des années primaires, faute d'un lieu assurant l'accueil extra-scolaire. Le village se « vidait ». Bénévole à Vie Féminine, Thérèse a interpellé Claudine Marx, responsable du mouvement à cette époque. Vie féminine et le Baby Service ont alors oeuvré pour mettre sur pied un projet d'accueil extra-scolaire. En 1994-1995, des subsides ont été accordés et deux éducatrices engagées, dont moi-même. À l'époque, le projet s'appelait « À l'École buissonnière ». En 2002, le nom a été modifié : « Initiatives Enfance – À l'École buissonnière ». Actuellement, Thérèse Maquet est toujours présente en tant qu'administratrice de l'asbl.

COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS ? AVEC QUELS ENFANTS ?

Nous sommes une équipe de 8 salariés, y compris la directrice. Actuellement, nous sommes installés au sein de l'école communale de Weyler. L'école devait s'agrandir et le directeur en a profité pour nous proposer des locaux. Nous payons uniquement les charges à la commune. C'est un partenariat dans lequel chacun est gagnant : la commune ne doit pas chercher du personnel pour l'accueil extra-scolaire et, en même temps, amène des enfants dans l'école.

En période scolaire, nous sommes présents à l'école de 7h15 à 10h30 et de 15h30 à 18h30. Nous donnons un coup de main pour les repas de midi. À 15h30, nous faisons soit les devoirs avec les élèves de 1ère et de 2ème années primaires, soit des ateliers avec les enfants qui le désirent. Nous sommes également présents lors des périodes extra-scolaires. Nous proposons des stages, des semaines à thèmes (les 5 sens, les contes, les jeux de société,...). Nous sommes agréés par l'ONE pour les périodes de vacances. En moyenne, nous accueillons entre 20 à 40 enfants par jour. En 2016, 301 enfants différents

sont passés à l'École buissonnière et 610 enfants étaient inscrits. En février et en mars, nous avons toujours un pic de présences dû aux congés scolaires (Carnaval et Pâques). Souvent, les enfants nous sont confiés jusqu'à l'âge de 10 ans.

QUELLE EST LA SPÉCIFICITÉ DE L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE ?

Nous sommes là pour accompagner les enfants durant et en dehors des périodes scolaires. Il me semble important de laisser beaucoup de place à la créativité. Nous travaillons beaucoup en petits ateliers, soit un adulte pour 5 à 6 enfants. Cela nous permet une plus grande proximité avec les enfants. On laisse de la liberté aux enfants pour créer ce qu'ils souhaitent, mais aussi la liberté de ne rien faire. C'est important de garder cette liberté. Cette idée de « ne rien faire » n'est pas toujours évidente à accepter pour les membres de l'équipe et pour certains parents.

L'équipe suit régulièrement des formations afin de se nourrir, mais également afin de se sentir mieux outillée. Nous avons notamment suivi une formation en communication non-violente, une autre sur l'utilisation des Octofuns... Nous essayons d'identifier les manques ou les besoins de l'équipe et d'y répondre dans la mesure du possible.

Enfin, l'École buissonnière est une équipe de salarié(e)s, ce qui sécurise les parents. Nous essayons de répondre à leur attentes mais nous ne faisons pas du gardiennage. Nous essayons de construire pour les enfants un encadrement ouvert et créatif avec des objectifs clairs. Ces différents aspects rendent la structure fiable.

EN 20 ANS DE PRÉSENCE À L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE, AVEZ-VOUS PERÇU UNE ÉVOLUTION DE NOTRE SOCIÉTÉ À TRAVERS LES ENFANTS ET LES PARENTS ?

« Initiatives Enfance - École buissonnière » a fêté cette année ses 20 ans d'existence.

Nous reproduisons ici un extrait du discours de Lucie Schockmel, présidente de l'asbl, prononcé à cette occasion.

« Au cours des dernières décennies, les familles et le monde du travail ont connu des révolutions silencieuses faisant émerger de nouveaux besoins. À grand renfort d'études, de sondages, de témoignages,... des journalistes, des médecins, des sociologues s'expriment sur la difficile adéquation entre vie professionnelle et vie familiale. Et tout cela, en maintenant de plus en plus une qualité de vie ! Nos militants syndicaux et nos responsables politiques prônent le droit au travail pour tous et l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie. Les directives européennes concernant l'accueil des enfants en bas-

âge visent un taux de couverture de 33%. Mais comment concilier amour-enfant-boulot alors que la demande est supérieure à l'offre en matière d'accueil de la petite enfance ? Le droit au travail pour les femmes passe par un accueil de l'enfance organisé dans des conditions décentes et respectueuses pour les enfants, leurs parents et les travailleurs des milieux d'accueil. Dans les années soixante, les milieux d'accueil étaient considérés comme « simples modes de garde » prioritairement soucieux des règles sanitaires. Ils ont depuis évolué pour devenir des lieux de « socialisation », d'« éveil » et de « soutien à la fonction

Oui, je peux noter certains changements. Il me semble qu'il y a 20 ans, les parents étaient davantage carriéristes. Ils venaient nous demander si les enfants pouvaient venir en pyjama ou si les éducateurs pouvaient être présents plus longtemps pour leur permettre de travailler plus tard. J'ai toujours refusé d'ouvrir au-delà de 18h30. Les parents estimaient qu'on n'était pas assez ouvert et conciliant. Certains enfants venaient en stage pendant 6 semaines d'affilée, ce qui était énorme. Actuellement, il y a un revirement de situation. Les parents se sont assagis et vont vers l'important, le bien-être de l'enfant. Il y a de plus en plus de mamans, mais aussi de papas qui prennent des temps partiels. Les enfants sont inscrits dans plusieurs lieux de stage durant l'été...

ORGANISEZ-VOUS D'AUTRES D'ACTIVITÉS ?

Nous organisons aussi les « Zateliers de résonnance » en trois modules. Ces ateliers font partie des missions inscrites dans nos statuts. Nous nous sommes rendu compte que les enfants ne savaient plus se parler dans les cours de récréations. L'idée des Zateliers est de permettre aux enfants de se rendre compte de leur façon de communiquer. Sur demande des enseignants, nous allons dans les classes pour proposer des ateliers de communication non-violente et de pleine conscience. Nous partons toujours du thème proposé par l'instituteur ou l'institutrice et recourons toujours à un livre : une histoire est un bon support pour amener l'enfant dans la créativité et l'imaginaire. À partir de là, nous pouvons faire des impros, des jeux qui permettent aux enfants d'exprimer leurs émotions, simplement et en douceur.

parentale». Les motifs de ces changements rapides sont multiples : les mutations socio-démographiques, le travail des femmes hors de leur domicile, les changements dans les alchimies familiales et dans les rapports hommes/femmes font partie de l'évolution des réalités et des besoins de notre société. La prise en compte réelle, bien que relativement récente, des travaux relatifs au développement des jeunes enfants mettent en évidence à la fois la spécificité et la diversité de leurs besoins, mais également l'ampleur de leurs compétences ».

ONZE THÈSES POUR SORTIR DU MUR

Ces derniers mois, différentes discussions et rencontres, dans la sphère privée et/ou professionnelle, permettent de constater de manière plus accrue le fatalisme et le découragement ambiant face à la marche du monde et de la société. Que ce soit sur la scène internationale avec l'élection de Trump, le score du FN aux élections en France, ou bien sur la scène politique belge francophone à travers les scandales en termes éthiques, le sentiment que le monde politique n'est plus capable de proposer un vrai projet de société est omniprésent. De plus en plus de personnes deviennent des « PRAF : Plus Rien A Faire ». Ce nouveau concept est utilisé par les sociologues et les politologues pour désigner les personnes qui se détachent de la politique et se replient sur leur cercle sécurisant : la famille, les amis, le quartier. L'expression « j'irai vivre dans les montagnes, loin de cette société qui va dans le mur » revient souvent, à tel point qu'on peut se poser la question : les montagnes seront-elles assez grandes pour accueillir tous les désabusés de la société ?



EDOUARD DELRUELLE

- Professeur de philosophie politique à l'ULg
- Ancien directeur-adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (2007 – 2013).
- Intellectuel engagé dans des combats tels que le droit de mourir dans la dignité, le dialogue interculturel et la justice.

Pour Edouard Delruelle, on ne va pas dans le mur, on y est. La question est donc : comment en sortir ? Dans un document intitulé « Onze thèses pour sortir du mur¹ », il analyse finement la situation et livre des pistes de solutions. L'équipe du MOC Luxembourg a eu l'occasion de l'écouter, en juin dernier, lors d'une réunion organisée à l'initiative de la CSC Luxembourg. Voici un aperçu de son exposé :

Nous sommes dans une crise organique. Gramsci déjà l'écrivait : *l'ancien modèle est à bout de souffle, le nouveau n'est pas encore né*. Il revient aux intellectuels d'identifier les problèmes fondamentaux et de « penser autrement » les alternatives possibles. Un projet social-démocratique de restauration de l'État social est parfaitement praticable historiquement et politiquement.

La gauche ne peut pas être décliniste, elle est par essence progressiste.

Les enquêtes - notamment celles menées chez les jeunes adultes - montrent un contraste saisissant entre un relatif optimisme personnel et un profond pessimisme sociétal (qui pourrait se traduire par la formule « moi ça va, mais nous allons très mal »). Le réflexe est dès lors de ne faire confiance qu'à ceux qu'on aura identifiés comme membres du Nous, par opposition à Eux. C'est donc le sentiment de déclin qui entraîne le repli identitaire.

La gauche ne peut pas être décliniste, elle est par essence progressiste. Il nous revient de reconquérir une capacité d'agir individuelle et collective : proposer un projet de société, rendre l'avenir désirable ».

Dans la thèse trois, Edouard Delruelle montre comment le déclinisme est en lien direct avec la question des inégalités. « 1. La mondialisation capitaliste tend à réduire les inégalités entre régions et pays du monde, mais à les augmenter au sein de chaque région et pays. Les pays européens sont donc en train, en même temps, de perdre leur position hégémonique, et de se fracturer de l'intérieur. 2. Au sein des régions et pays, les écarts concernent moins les salaires que les patrimoines, qui eux révèlent des disparités énormes. Avoir un boulot ne garantit plus d'avoir une position enviable sur l'échelle sociale. La démonstration de Piketty est implacable : le monde de Balzac, celui des héritiers et des rentiers, est de retour – un monde bloqué et fracturé, sans mobilité sociale. Objectivement, il y a bien d'un côté les 99% et de l'autre le 1%. 3. Mais ces 99% n'ont aucune conscience subjective de constituer une classe en lutte contre celle des 1%. Au contraire, les privilégiés paraissent appartenir à un autre monde – celui de Davos, de Bill Gates ou Lionel Messi – qui fascine plus qu'il n'indigne la grande majorité de la population. » [...]

« LA MISÈRE DE SITUATION PEUT ÊTRE PIRE QUE LA MISÈRE DE CONDITION »

L'inégalité est un phénomène relationnel. Ce qui est en jeu, ce n'est pas tant la misère de condition (froid, faim, déprivation matérielle), que la misère de situation (l'écart vécu et perçu avec ceux qui sont mieux lotis). Le chômeur du XXI^e siècle vit dans des conditions infiniment meilleures qu'un professeur d'université du XVIII^e (sécurité, alimentation, santé, espérance de vie, etc.) ; mais sa situation sociale est en fait analogue à celle du vagabond ou du prolétaire de cette époque, considérés et traités comme des « surnuméraires » (« inutile au monde »). Nous sommes au cœur de la biopolitique : cette situation sociale influence directement la santé de l'individu. Richard Wilkinson a montré que « la santé est moins fonction du revenu absolu et du niveau de vie que du revenu relatif et du statut social ». Dans les territoires où les inégalités sont plus faibles et le tissu social solide, il y a tout simplement une espérance de vie plus longue, moins de meurtres, de suicides, de dépressions, d'alcoolisme, etc. dans tous les groupes. Il est physiquement, corporellement pénible à l'être humain de vivre alors que le support social se dérobe, et il lui est proprement insupportable de se retrouver désaffilié, surnuméraire.

Pour Edouard Delruelle, la question de la fiscalité est centrale : « Thomas Piketty estime qu'il suffirait d'augmenter la fiscalité de seulement 4-5% de PIB pour permettre à l'Etat social de relever les défis qui sont les siens.

Nous avons besoin d'un nouveau Pacte social qui, comme celui de 1945, garderait comme objectif la lutte contre les inégalités et comme instrument la conflictualité sociale régulée (autrement dit la négociation entre partenaire sociaux), avec, sur le plan politique, une véritable opposition gauche-droite.

Il faut sortir du néo-libéralisme, s'engager dans une voie néo-sociale, conviviale et écologique

Evidemment, l'Etat social de 1945 s'inscrivait dans le cadre de l'Etat-Nation. Or, aujourd'hui, la mondialisation accentue la concurrence entre les territoires, accélère les migrations économiques et soulève des défis environnementaux et climatiques considérables. C'est pourquoi un « Traité de convergence social » au niveau européen, voire transatlantique est nécessaire, pour harmoniser (vers le haut) les dispositifs de protection sociale. Pourquoi ce qui a été possible dans un sens (des traités monétaires ou commerciaux favorables au libre-échange) ne le serait pas dans l'autre sens ?

Il faut un projet de société mobilisateur pour l'Europe, sortir du néo-libéralisme, s'engager dans une voie néo-sociale, conviviale et écologique qui, sans remettre en cause l'économie de marché, en préserverait le socle biopolitique. »

Pour terminer, sa onzième thèse porte sur la responsabilité des cadres de la société (responsables politiques, intellectuels, académiques, journalistes, juristes, managers, etc). « L'histoire du XX^e siècle montre que les phases de réforme « sociale-démocrate » ont toujours reposé sur l'alliance historique entre les classes populaires et la classe cadriste contre la classe capitaliste. Il est donc urgent que la classe cadriste (ou du moins sa composante éclairée) se désolidarise d'avec la classe propriétaire qui l'a si longtemps subjuguée ».

Voilà le travail qui doit inspirer nos organisations : un incessant travail de contagion culturelle à travers les actions syndicales, mutuellistes et d'éducation permanente.



ET DANS 100 NUMÉROS... PETIT EXERCICE DE SCIENCE-FICTION

DITES (20)33... UN VRAI MONDE DE MALADES !

Je ne sais pas ce qui m'est arrivé. Je me souviens juste d'avoir quitté le bureau le 13 mai 2017. Or, si j'en crois le calendrier au mur, on est le 13 mai 2033. Que s'est-il passé pour que je me retrouve là, sans plus aucun souvenir des seize années qui se sont écoulées depuis ? Assis à mon bureau comme si de rien n'était, j'écoute ma collègue qui m'explique qu'à la météo, ils ont annoncé des températures un peu basses pour la saison, de l'ordre de 35° C. Mon responsable entre dans la pièce. Dans mes souvenirs, il n'était pas aussi voûté. Le poids des dossiers qui s'accumulent, sans doute... Il me dit qu'il vient de m'envoyer par mail les revendications des organisations constitutives pour le mémorandum du MOC Luxembourg relatif aux élections confédérales anticipées d'octobre 2033 et me demande si je peux y regarder. Je m'exécute.

Le premier document, c'est celui de la Mutualité chrétienne. Il a pour titre : « Dix ans de transhumanisme : les inégalités n'ont toujours pas été remplacées ». En le parcourant, je découvre qu'en 2033, il est courant de remplacer des parties du corps organiques par une version technologique. J'apprends que les politiques d'austérité menées dans l'UE depuis 25 ans ne permettent pas à la Sécu de prendre en charge ces opérations. Pour les 1% les plus aisés, pas de souci : ils peuvent se payer les meilleurs chirurgiens et un matériel de pointe qui, une fois placé, se régénère seul et indéfiniment. Pour la classe moyenne, soit les 12% de nos concitoyens qui peuvent se payer une assurance privée digne de ce nom, il est possible de se rendre dans des supermarchés spécialisés, que certains ont rebaptisés, non sans humour, des magasins de « heart discount ». On y trouve des organes non réparables et non remplaçables qui garantissent une soixantaine d'années de vie supplémentaires. L'obsolescence programmée en version médicale, en quelque sorte... Et les autres ? Sont-ils condamnés à mourir « jeunes » ? Non, car, heureusement pour eux, la main chirurgicale du Marché a trouvé LA solution. Des startapers ont eu l'idée de lancer une plateforme en ligne pour leur permettre de faire du « troc-humanisme », moyennant une petite commission par transaction. Le principe est simple, il s'agit de proposer à l'échange un organe dont on n'a pas l'utilité ou pas une nécessité vitale avec un autre dont on a absolument besoin.



législation qui permet de délocaliser librement ses robots d'un pays européen à l'autre, ce que les grosses entreprises ne manquent pas de faire en fonction des taux d'imposition pratiqués par les états. Parce que oui, en 2033, on taxe les travailleurs automates. Mais les pays n'arrivent pas à s'accorder sur un taux commun. En Belgique, visiblement, on en rigole en se demandant ce qui, de l'harmonisation fiscale européenne, du RER ou d'un golf 18 trous sur Mars verra le jour en premier. Blague à part, il se murmure en coulisses que Jean-Clone Juncker fait tout pour freiner un accord. Jean-Clone Juncker, c'est le fils jumeau de Jean-Claude, qui a pris sa pension l'année dernière. Dans la foulée de sa création, Jean-Clone a été nommé Gouverneur à vie de la Commission

européenne. Officiellement parce qu'il vient d'un petit Etat qui peut jouer le rôle d'arbitre entre les grands pays. Officieusement, parce que les banques et les multinationales les plus puissantes – toutes installées au Luxembourg – veulent des garanties de stabilité pour compenser le fait qu'en 2018, l'Europe a décidé de ne plus inclure de tribunaux d'arbitrage privés dans les accords de libre-échange qu'elle signe.

Depuis 2017, il y a **L'égalité des sexes : une réalité**

quand même des choses intéressantes et sensées qui se sont produites. Par exemple, l'égalité des sexes qui est devenue une réalité depuis la prise de pouvoir conjointe de la reine Elisabeth et de la seconde fille de Charles (ou de l'ancien premier ministre), Louise Michel. Vie Féminine n'a donc pas de revendication-phare pour la législature qui s'annonce, si ce n'est la dissolution de Vie Masculine (Mâlpower ? le bon vieux temps), un mouvement réactionnaire qui réclame le retour de la domination patriarcale.

Enfin, du côté des Equipes populaires, on réclame soit l'intégration du droit au logement dans la Sécurité sociale, soit un loyer à 15 euros, comme à Marinaleda. Parallèlement à cela, les EP font partie d'un consortium qui réclame la mise sur pied d'un tribunal international chargé de juger les décideurs, industriels et publicitaires qui ont contribué pendant des années en pleine conscience au réchauffement de la planète. L'idée, c'est de les faire condamner pour « clim pour l'humanité » et les obliger à aider les personnes qui souffrent de la chaleur à acquérir le moyen de rafraîchir leur habitation.

Jean-Clone a été nommé Gouverneur à vie de la Commission européenne

Génial !

À la CSC, le credo, c'est l'Europe humaine que les syndicats appellent de leurs vœux en criant haro sur la directive des travailleurs en pièces détachées. C'est une nouvelle

De tout ça, je déduis que, durant mon « trou de mémoire », la concentration de la richesse et du pouvoir - y compris celui désormais réalisé de vivre quasi éternellement - et la course aux avancées technologiques n'ont fait que s'accélérer, faisant de moi, en seize ans à peine, une sorte d'Hibernatus, étranger au monde qui l'entoure. Etranger dans la forme, pas dans le fond. Car si les combats ont changé de visage, leur cœur est, semble-t-il, toujours